Parcoursup : plus qu’un problème technique, une soumission de l’école à la loi du marché

Entretien réalisé le 7 avril 2018 avec Erwin Mangione et Stéphane Chameron (1)

Questions de classe(s)
Le gouvernement a voulu faire du fiasco de l’inscription dans le supérieur l’année dernière un problème purement technique, mais les étudiants et les enseignants ont tout de suite compris que le problème est lié avant tout à un manque d’investissements et de places.

Stéphane Chameron
Le gouvernement a en effet tout de suite voulu faire du manque de places à l’université un problème technique, ce qui a conduit dans certains cas à une admission par tirage au sort, les médias répétant de leur côté que l’alternative ne pouvait être qu’entre tirage au sort ou sélection. Or ce discours a fonctionné dans un premier temps pour les familles et les futurs étudiant.es.
Les enseignant.es en viennent quant à eux à accepter la sélection au prétexte que le niveau des élèves n’arrêterait pas de baisser. En réalité, à chaque fois qu’un gouvernement réduit les moyens, cela provoque une dégradation des conditions de travail ; c’est là que se situe le vrai problème bien évidemment. Le fait est que pour la première fois depuis 1968, une loi explique que l’accès à la formation de son choix dans le supérieur n’est plus garanti. Le gouvernement a fait miroiter la mise en place d’une aide personnalisée aux étudiant.es en licence, mais on voit mal comment cela va pouvoir être possible, les politiques d’austérité ayant déjà conduit à la suppression de plusieurs milliers d’emplois depuis dix ans. L’autre conséquence est la mise en place d’une concurrence entre formations et universités pour accueillir les meilleurs élèves. Le risque est aussi la mise en place de classements entre universités qui va guider le choix des étudiants. Il faut voir que parcoursup est couplé à une réforme du cycle de la licence. Un arrêté concernant la licence doit introduire la notion d’ « autonomie pédagogique » des universités. Ce qui est à craindre, c’est une remise en question du cadre national des diplômes.

Q2C
Et dans le secondaire ?

Erwin Mangione :
L’opposition à parcoursup est très variable d’un établissement à l’autre, mais les enseignants sont exaspérés par le surplus de travail généré par parcoursup. Le risque est que l’orientation prenne une part trop importante par rapport aux autres missions pédagogiques.

Q2C
En Seine-Saint-Denis, une assemblée générale des lycées et collèges se réunit régulièrement depuis quelques mois. Elle a même impulsé des actions autour de la question des moyens et le refus de toute forme de sélection à l’université fait partie de ses revendications. Lors de la manifestation nationale de la Fonction publique du 22 mars, un départ commun comptant quelques universitaires de Paris XIII depuis la place de la Nation à Paris à l’appel de l’AG 93 a été un petit succès. Dans pas mal d’établissements, il a été décidé de mettre un avis favorable à tous les vœux des élèves. Ce ne peut toutefois être qu’une résistance limitée puisque les universités mettent en place des algorithmes pour trier les élèves.
La réforme du lycée prévue pour la rentrée 2019, met fin aux filières et donne naissance au lycée modulaire, le choix des enseignements étant laissé aux élèves. On peut redouter une réduction de l’éducation à une dimension stratégique, les élèves devant être le plus performant possible dans leur choix dès le collège pour espérer viser la formation supérieure convoitée. Des enseignant.es évoquent une grande cohérence entre parcoursup et la réforme du lycée, quel est votre sentiment ?

Erwin
Il y a un terme en économie qui rend compte de cette dimension stratégique que tu évoques, c'est le capital humain. On peut le définir pour être bref comme l'utilisation des savoirs à des fins de production, d'efficacité, de performance sur le marché du travail. Il n'y a plus de place dans ce modèle pour les connaissances partagées ou l'émancipation par l'éducation.

Stéphane
Oui, la sélection signifie d'emblée la mise en compétition des individus dans le champs de l'éducation. C'est un effet idéologique très fort de la réforme. L'aspect capital humain va sans doute être encore renforcé par l'investissement financier que les familles vont devoir fournir avec la prévisible dérégulation des frais d'inscription.

Q2C
Sans compter que les familles ne lutteront pas à armes égales car certaines ont une bonne connaissance du système scolaire et les autres pas. La mise en concurrence va donc encore creuser les inégalités.
Je me souviens d'un débat organisé par la Fondation Copernic sur la marchandisation de l'école au cours duquel il a été question de l'augmentation des frais d'inscription à l'université au Canada et en Grande-Bretagne. Cela a complètement transformé le rapport des étudiant.es à leurs études, ces derniers-ères étant davantage retenus par la possibilité de monnayer leur diplôme sur le marché du travail. La peur de l'échec a de plus entraîné une généralisation du conformisme. Qu'en pensez-vous ?

Stéphane
Ce que l'on observe déjà effectivement, c'est la diffusion d'une conception utilitaire de l'enseignement, les étudiants venant chercher à l'université de quoi se vendre sur le marché du travail.

Erwin
Ce qu'il y a derrière la marchandisation, c'est l'élève qui devient consommateur. Et en tant que consommateur, il peut se plaindre du service rendu. On est alors à des années-lumière des pédagogies émancipatrices.

Q2C
Parcoursup ne témoignent-ils pas aussi d'une volonté de rationalisation de l'offre éducative pour mieux coller aux mutations du marché du travail et aux besoins du capitalisme contemporain ?

Erwin
Par rapport à ce point, je trouve ironique qu'un gouvernement libéral s'emploie à mettre en place une planification de l'éducation pour mieux correspondre à l'évolution du marché du travail. Comment savoir ce que sera ce dernier à moyen terme à une époque où les mutations économiques sont extrêmement rapides ?

Stéphane
J'ai en mémoire une intervention de Nico Hirtt qui indiquait que les dirigeants économiques avouaient eux-même être incapables d'anticiper les évolutions du marché du travail. Le même cite un rapport de la Commission européenne dans lequel il est écrit : « les connaissances utiles ont une demi-vie de 10 ans, le capital humain se [dépréciant] de 7% par an tout en s'accompagnant d'une réduction correspondante de l'efficacité de la main-d'œuvre.» (2)
En réalité, même si les syndicats étudiants ont agité le spectre de la sélection, il s'agit avant tout d'une volonté de casser l'orientation choisi pour envoyer les étudiant.es là où on le souhaite, autrement dit d'organiser les flux. Nous assistons en fait plutôt à une différenciation des universités,

les unes se réclamant de l'excellence quand les autres ne proposeront que des licences à bas coûts dont le but sera de former des travailleurs polyvalents. Il faut bien voir qu'à chaque fois qu'on a demandé aux universités une refonte des plaquettes de leurs licences, cela s'est accompagné d'une baisse des volumes horaires d'enseignement au bénéfice de la « professionnalisation » (stages, « compétences transversales » telles que bureautique ou langue étrangère).

Q2C
Dans le supérieur, la contestation de parcoursup semble s'étendre. Une trentaine de centres universitaires sont touchés par la contestation d'une manière ou d'une autre et une coordination étudiante à l'échelle nationale est en passe de se structurer. D'autre part, des enseignants rejoignent les étudiants. Peut-on parler d'un début de convergence des luttes ?

Stéphane
Depuis l'automne, une grande majorité de syndicats contestent parcoursup, ce qui n'est pas si courant. Comme le disait Erwin, parcoursup provoque une surcharge de travail pour les enseignants comme pour les personnels administratifs et techniques. Le gouvernement a annoncé un milliard pour la mise en œuvre de la réforme mais, en fait, 500 millions étaient déjà prévu et les créations de postes concerneront le tri des dossiers et non la pédagogie. Le refus de la réforme est passé par le boycott des commissions de sélection par exemple. La contestation est de surcroît couplée à des revendications sur les budgets. Le gros problème, ce sont les examens qui vont venir très vite. Le gouvernement est d'ailleurs intervenu ces derniers temps pour dire qu'ils seraient maintenus en dépit des blocages.

Erwin
Le problème avec la convergence des luttes, c'est qu'on a un gouvernement qui attaque sur tous les fronts. Du coup, le mouvement de contestation est un peu pris de cours par l'ampleur et la rapidité des attaques.

Stéphane
Les textes sont en effet appliqués avant même leur promulgation, ce qui fait qu'on doit se battre contre des mesures floues dans un premier temps. C'est une pratique néolibérale qui est loin d'être inédite, mais on a du mal à trouver une parade adaptée pour l'instant. En même temps, le gouvernement prend un risque, des attaques massives pouvant très bien conduire à un front social uni. C'est à nous de construire la convergence localement en montrant la cohérence des projets du gouvernement car parcoursup et la réforme du lycée font bel et bien système à l'intérieur d'une politique plus générale de remise en cause des services publics.

---

1. Stéphane Chameron est maître de conférence à l'université Paris XIII et adhérent de Sud éducation. Erwin Mangione est enseignant dans le secondaire, adhérent de Sud éducation et membre du collectif Questions de classe(s).
2. Ancien professeur du secondaire en Belgique, chercheur en sciences de l'éducation pour l'association Appel pour une école démocratique (APED). La citation est extraite de Tableau Noir. Résister à la privatisation de l'enseignement, Gérard de Sélys et Nico Hirtt, éditions EPO, Bruxelles, 1998, 199 p.

OUPS DE MATI
SONT GRA
A FAC DE
ÊTRE AUSSI